

# Les Maliens réclament des soins de santé universels et considèrent la santé comme la priorité absolue de l'action gouvernementale

Dépêche No. 1065 d'Afrobarometer | Walleign S. Hassen

## Résumé

Le Mali a enregistré des progrès sur plusieurs indicateurs de santé ces dernières années, notamment en matière de mortalité infantile, de mortalité des moins de 5 ans, de mortalité maternelle et d'espérance de vie (Organisation Mondiale de la Santé, 2025 ; UNICEF, 2025). En 2018, le pays a introduit un ambitieux plan d'assurance maladie universelle (Mathauer et al., 2019). Pourtant, l'accès à des soins de santé de qualité reste un défi majeur, avec une pénurie de personnel qualifié et un financement inadéquat exacerbés par des années d'instabilité politique (Banque Mondiale, 2024 ; Touré, Boivin, Diarra, Diabaté & Ridde, 2022 ; Fonds d'Affectation Spéciale des Nations Unies pour la Sécurité Humaine, 2025 ; Arie, 2019). Les zones rurales sont particulièrement mal desservies, car plus de la moitié des médecins travaillent dans la capitale, Bamako (Sangare et al., 2021).

Le long chemin qu'il reste au pays se reflète dans son score de 41 sur 100 sur l'Indice de couverture des services de couverture sanitaire universelle de l'Organisation Mondiale de la Santé (2024), le plaçant en dessous des moyennes africaine (44) et mondiale (68).

Cette dépêche rend compte d'un module spécial de l'enquête Afrobarometer Round 10 consacré aux soins de santé. Les résultats au Mali montrent que la santé est le problème le plus important que les citoyens souhaitent que leur gouvernement résolve. Seuls environ un adulte sur sept bénéficie d'une couverture médicale, et la plupart des citoyens s'inquiètent de ne pas pouvoir obtenir ou payer les soins médicaux nécessaires. Ils estiment en très grande majorité que le gouvernement devrait garantir l'accès universel à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts.

Les citoyens ayant eu recours à une clinique ou un hôpital public au cours de l'année précédant l'enquête font état d'expériences mitigées : si la majorité d'entre eux affirment avoir facilement obtenu les soins nécessaires, beaucoup signalent des problèmes tels que des soins ou des médicaments inabondables, de longs délais d'attente et un approvisionnement insuffisant de médicaments ou de matériels. Près de la moitié des Maliens indiquent qu'un membre de leur famille n'a pas bénéficié des soins nécessaires au cours de l'année précédente.

Malgré cela, deux tiers des citoyens approuvent la performance du gouvernement en matière d'amélioration des soins de santé de base et expriment leur confiance au Ministère de la Santé.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes citoyens maliens en novembre 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020 et 2022

## Résultats clés

- Seuls un sur sept Maliens (14%) déclarent bénéficier d'une assurance médicale.
  - La plupart des personnes bénéficiant d'une couverture médicale l'obtiennent par l'intermédiaire d'une assurance nationale (31%) ou de la fonction publique (29%).
  - Sept bénéficiaires d'une assurance maladie sur 10 se disent satisfaits de leur couverture.
  - Parmi ceux qui n'ont pas d'assurance maladie, les raisons les plus courantes sont le manque de connaissance des régimes d'assurance disponibles (33%) et l'incapacité de les payer (17%).
- Plus de huit Maliens sur 10 (82%) déclarent s'inquiéter de l'obtention ou du financement des soins médicaux lorsqu'ils en ont besoin, dont 58% qui déclarent s'inquiéter « beaucoup ».
- La plupart des citoyens (83%) estiment que le gouvernement devrait garantir l'accès universel à des soins de santé adéquats, même si cela implique des impôts plus élevés.
- Parmi les répondants qui ont eu des contacts avec un hôpital public au cours de l'année précédant l'enquête, une majorité (57%) de répondants affirment qu'il a été facile d'obtenir l'assistance médicale dont ils avaient besoin, bien que 9% déclarent avoir dû payer des pots-de-vin.
  - Mais beaucoup signalent avoir rencontré des problèmes dans les établissements qu'ils ont visités, notamment des soins ou des médicaments inabordables (59%), de longs délais d'attente (44%), un manque de médicaments ou de fournitures (32%), des installations en mauvais état (25%) et du personnel médical absent (25%).
- De plus, près de la moitié (47%) des répondants déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont été privés de médicaments ou de traitement médical au moins une fois au cours des 12 mois précédents, dont 22% qui déclarent que cela s'est produit « plusieurs fois » ou « toujours ».

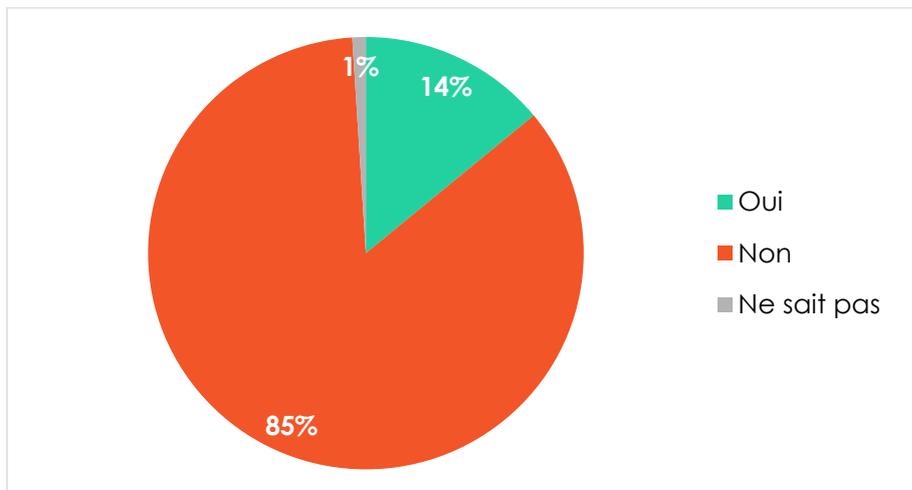
- La santé est le plus important problème que les Maliens souhaitent que leur gouvernement aborde.
- Malgré cela, deux tiers (67%) des citoyens pensent que le gouvernement fait du bon travail en matière d'amélioration des services de santé de base.
  - Une majorité similaire de répondants (68%) déclarent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Ministère de la Santé.
- Neuf Maliens sur 10 (89%) estiment que les parents devraient être obligés de vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.

### Aide médicale et soins de santé universels

Au Mali, la couverture médicale est très limitée : seulement un sur sept citoyens (14%) déclarent avoir une assurance qui l'aide à payer ses factures médicales en cas de maladie (Figure 1).

La couverture est un peu plus courante parmi les résidents ruraux (22%), les personnes de plus de 55 ans (22%), les citoyens ayant fait des études secondaires ou post-secondaires (28%-29%) et les répondants économiquement aisés (23%)<sup>1</sup> que parmi leurs divers homologues (Figure 2).

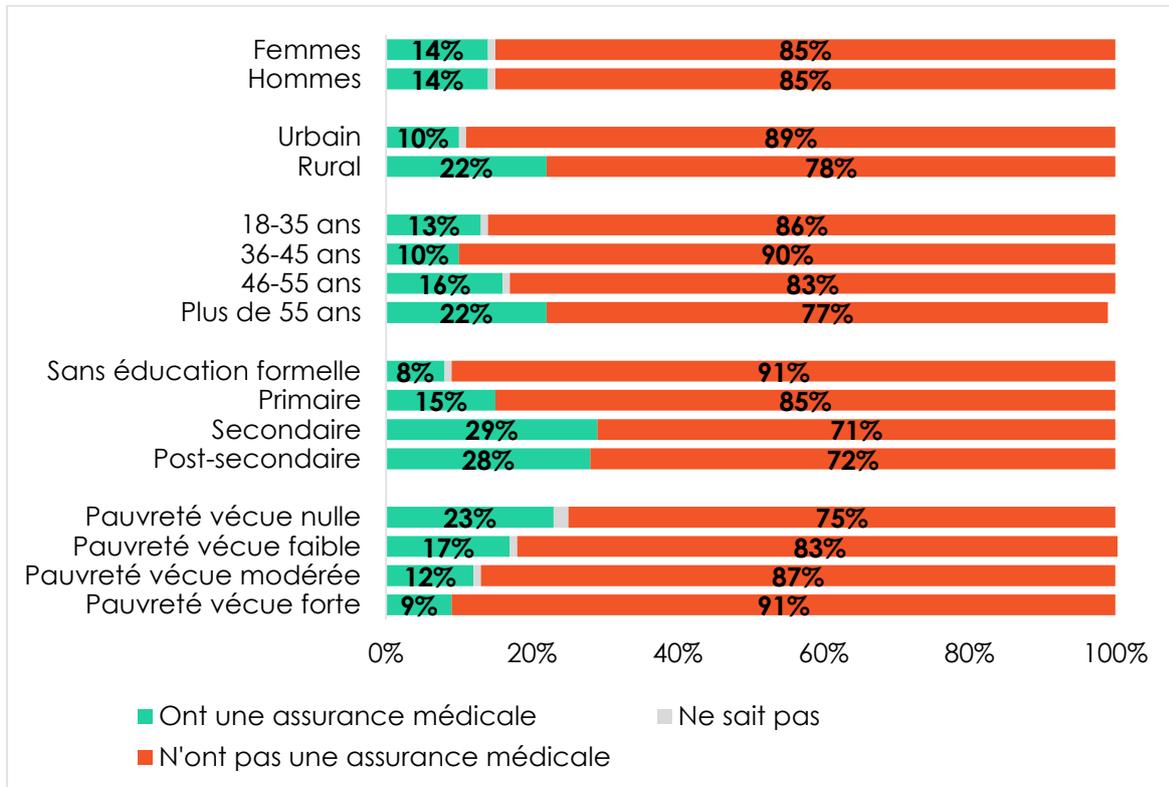
**Figure 1 : Assurance médicale | Mali | 2024**



**Question posée aux répondants :** Avez-vous une couverture médicale qui vous aide à payer vos frais médicaux si vous tombez malade ?

<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

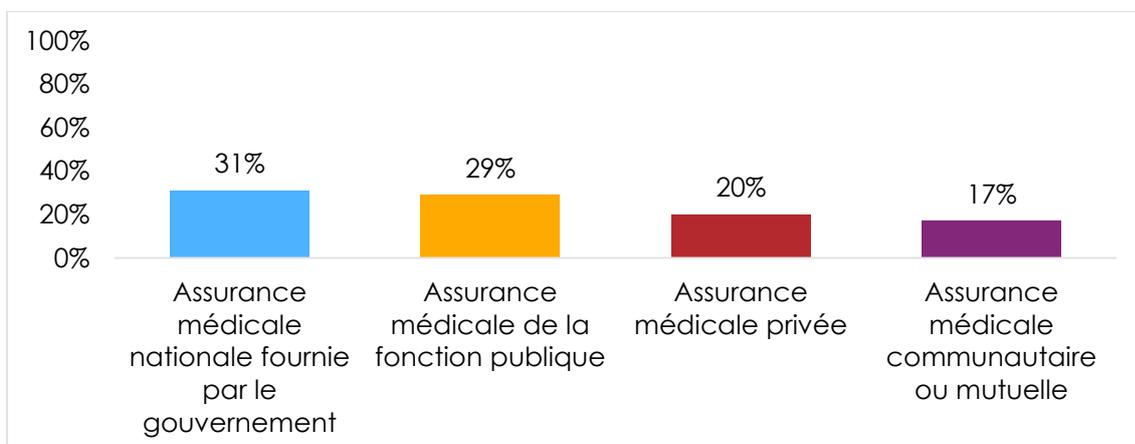
**Figure 2 : Assurance médicale** | par groupe démographique | Mali | 2024



**Question posée aux répondants :** Avez-vous une couverture médicale qui vous aide à payer vos frais médicaux si vous tombez malade ?

Parmi les citoyens bénéficiant d'une couverture médicale, l'assurance maladie nationale (31%) et les régimes d'assurance de la fonction publique (29%) sont les formes les plus courantes. L'assurance maladie privée représente un cinquième (20%) des personnes couvertes, tandis que 17% bénéficient d'une assurance communautaire (Figure 3).

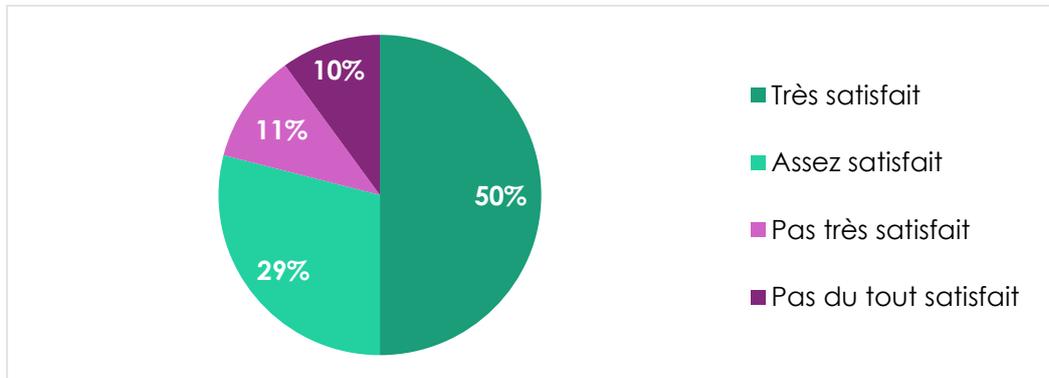
**Figure 3 : Type d'assurance médicale** | Mali | 2024



**Question posée aux répondants qui ont une assurance médicale :** Quel type de couverture médicale avez-vous ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)

Parmi les répondants bénéficiant d'une assurance maladie, plus des trois quarts se disent « très satisfaits » (50%) ou « assez satisfaits » (29%) de leur couverture (Figure 4). Seuls 21% se disent insatisfaits de leur assurance maladie.

**Figure 4 : Satisfaction avec l'assurance médicale | Mali | 2024**



**Question posée aux répondants qui ont une assurance maladie :** Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction à l'égard de votre couverture médicale ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)

Parmi les personnes ne bénéficiant pas d'une couverture médicale, la raison la plus fréquemment invoquée est la méconnaissance des régimes d'assurance maladie disponibles (33%), tandis que 22% déclarent ne pas savoir comment s'inscrire ou trouver la procédure trop compliquée. Près de deux répondants sur 10 (17%) déclarent ne pas avoir les moyens de souscrire une assurance et 8% disent ne pas faire confiance aux régimes d'assurance maladie (Figure 5).

**Figure 5 : Raisons de non souscription à une assurance médicale | Mali | 2024**

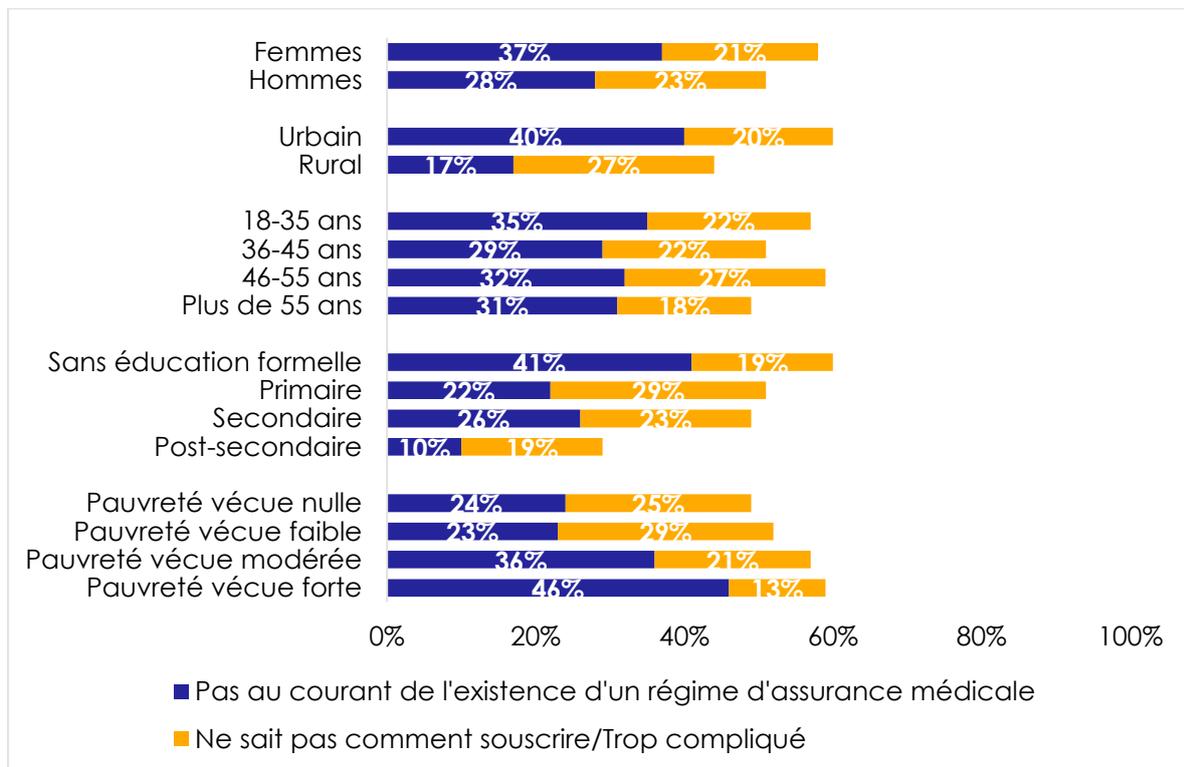


**Question posée aux répondants qui n'ont pas d'assurance maladie :** Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne bénéficiez pas d'une couverture médicale ? (Les répondants qui possèdent une assurance maladie sont exclus.)

Les répondants vivant dans une situation de pauvreté élevée (46%) et les citoyens sans éducation formelle (41%) sont les plus susceptibles d'ignorer l'existence de régimes d'assurance maladie (Figure 6). Les citadins (40%) et les femmes (37%) sont plus susceptibles que les ruraux (17%) et les hommes (28%) d'invoquer ce motif pour ne pas bénéficier d'une couverture médicale.

La complexité des procédures d'inscription est plus souvent pointée du doigt par les habitants des zones rurales que par les citadins (27% contre 20%) et par les répondants les plus aisés (25%-29%) que par leurs homologues les plus pauvres (13%-21%).

**Figure 6 : Raisons de non souscription à une assurance médicale | par groupe démographique | Mali | 2024**



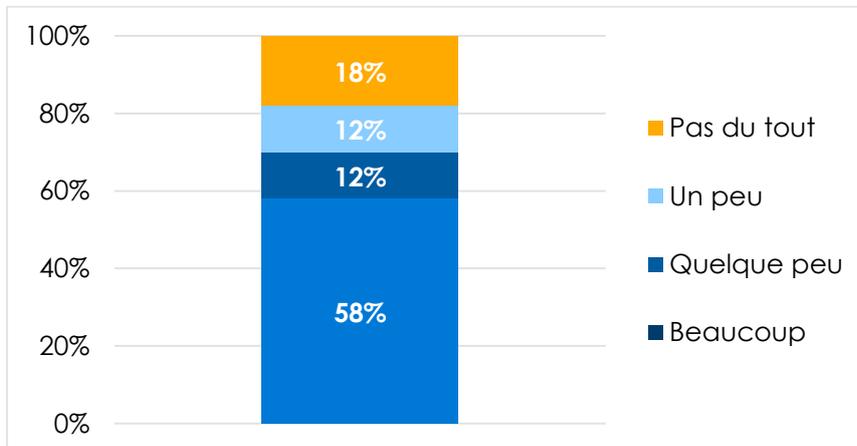
**Question posée aux répondants qui n'ont pas d'assurance maladie :** Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne bénéficiez pas d'une couverture médicale ? (Les répondants qui possèdent une assurance maladie sont exclus.)

Compte tenu de la faible couverture médicale, une large majorité (82%) des Maliens s'inquiètent qu'un membre de leur famille tombe malade et ne puisse obtenir ou payer les soins médicaux nécessaires, dont 58% qui déclarent s'inquiéter « beaucoup » (Figure 7). Seuls environ un sur cinq citoyens (18%) n'expriment aucune inquiétude quant à l'accès et au coût des soins médicaux.

Les niveaux élevés d'inquiétude concernant l'impossibilité d'obtenir ou de payer des soins de santé sont plus fréquents dans les villes que dans les zones rurales (60% contre 54% qui s'inquiètent « beaucoup ») et parmi les citoyens moins instruits (58%-63%) que parmi ceux qui ont un niveau d'éducation plus élevé (46%-50%) (Figure 8).

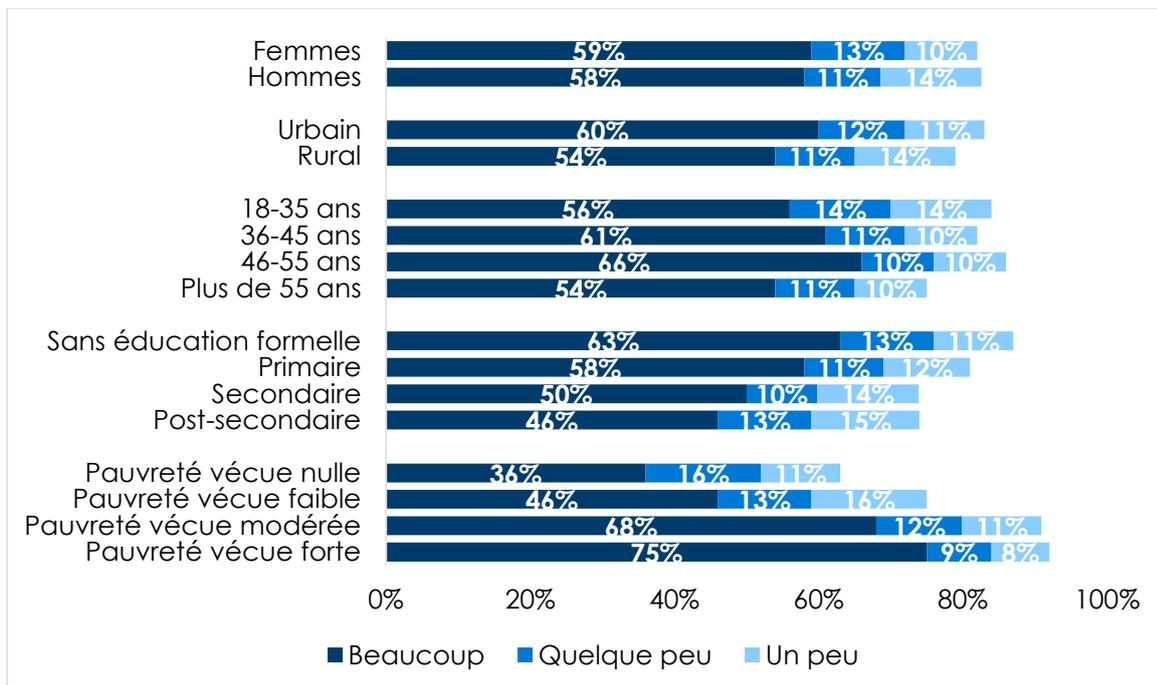
Mais l'anxiété varie considérablement en fonction du statut économique des répondants : les plus pauvres (75%) sont plus de deux fois plus susceptibles de dire qu'ils s'inquiètent « beaucoup » que les plus aisés (36%).

**Figure 7 : Inquiétude par rapport à l'obtention ou au financement des soins médicaux | Mali | 2024**



**Question posée aux répondants :** A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ?

**Figure 8 : Inquiétude par rapport à l'obtention ou au financement des soins médicaux | par groupe démographique | Mali | 2024**

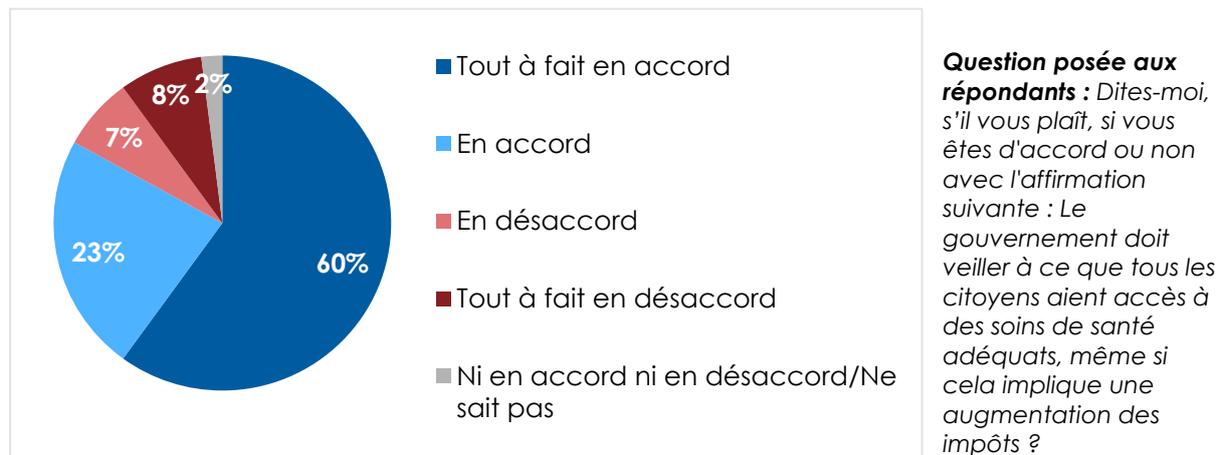


**Question posée aux répondants :** A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ?

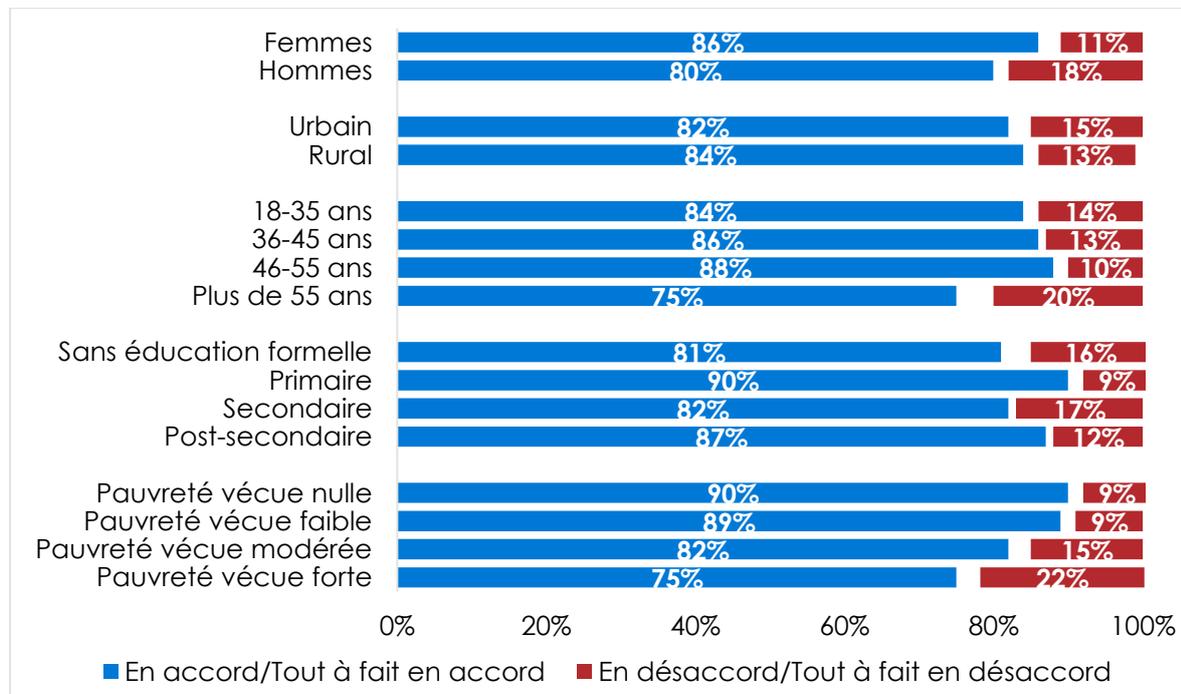
La plupart des Maliens (83%) considèrent qu'il est de la responsabilité de l'Etat de garantir à tous les citoyens l'accès à une couverture santé universelle, même si cela implique d'augmenter les impôts. Six sur 10 (60%) sont « tout à fait en accord » avec cette position (Figure 9). Seuls 15% ne sont pas d'accord.

Bien que de larges majorités au sein des principaux groupes démographiques soient favorables à cette position, les hommes y sont moins favorables que les femmes (80% contre 86%) (Figure 10). Les citoyens plus âgés sont moins susceptibles de considérer l'assurance maladie universelle comme une responsabilité gouvernementale (75%, contre 84%-88% parmi les groupes d'âge plus jeunes), tout comme les répondants les plus pauvres (75%, contre 82%-90% de leurs homologues plus aisés), ce qui reflète peut-être des réserves quant à d'éventuelles augmentations d'impôts.

**Figure 9 : Le gouvernement devrait-il garantir l'accès universel aux soins de santé ?**  
 | Mali | 2024



**Figure 10 : Le gouvernement devrait-il garantir l'accès universel aux soins de santé ?**  
 | par groupe démographique | Mali | 2024

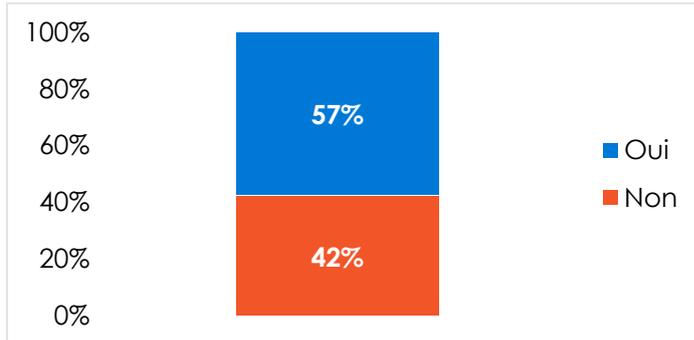


**Question posée aux répondants :** Dites-moi, s'il vous plaît, si vous êtes d'accord ou non avec l'affirmation suivante : Le gouvernement doit veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts ?

## Expérience avec le système de santé

Les enquêteurs d'Afrobarometer ont trouvé un centre de santé public ou privé dans ou à distance de marche de 57% des zones de dénombrement qu'ils ont visitées, ce qui suggère qu'environ quatre Maliens sur 10 vivent dans des zones sans établissement de santé à proximité (Figure 11).<sup>2</sup>

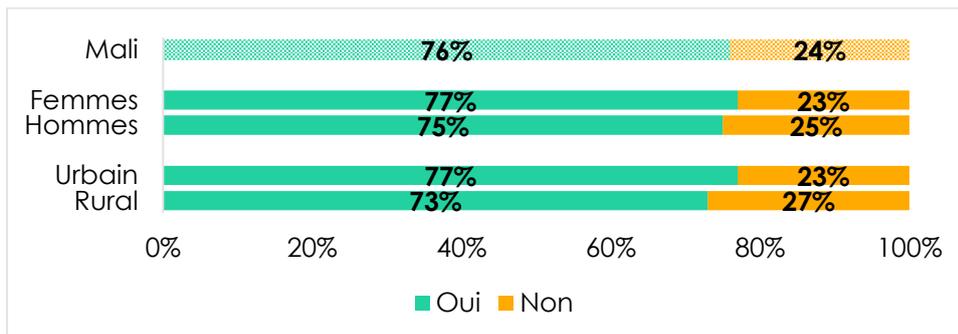
**Figure 11 : Présence de centre de santé dans la zone** | Mali | 2024



**Question posée aux enquêteurs :** Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Centre de santé (privée, publique, ou les deux) ?

Trois quarts (76%) des répondants déclarent avoir été en contact avec une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois. Les femmes et les hommes étaient à peu près aussi susceptibles d'interagir avec un établissement de santé public, tandis que ces contacts étaient légèrement plus fréquents en zone rurale qu'en ville (77% contre 73%) (Figure 12).

**Figure 12 : Contact avec un centre de santé public** | par sexe et milieu de résidence urbain-rural | Mali | 2024



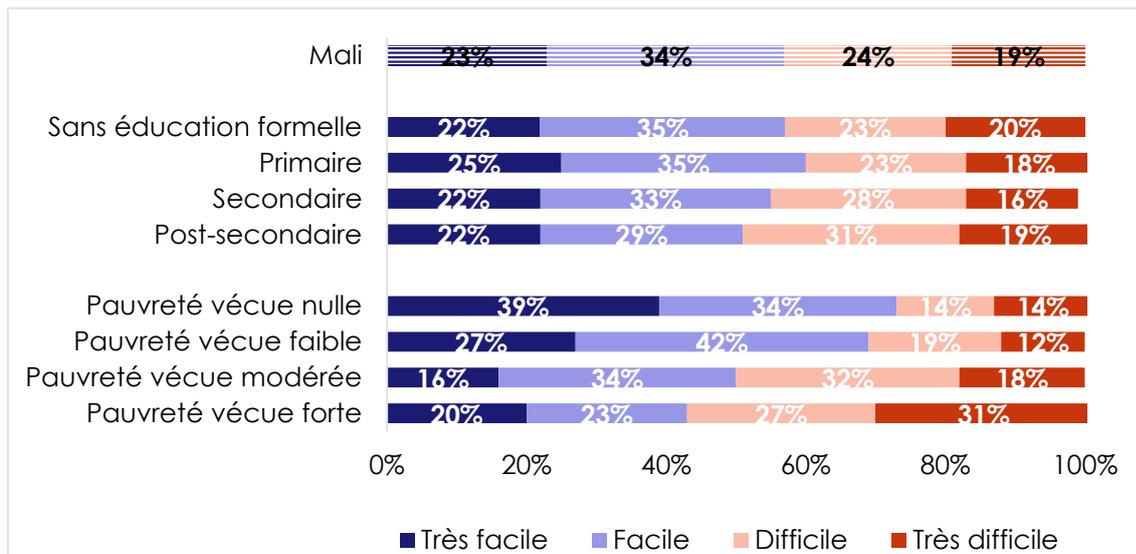
**Question posée aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ?

<sup>2</sup> Les échantillons d'Afrobarometer sont basés sur une sélection de zones de dénombrement (ZD) tirées aléatoirement du recensement national. Huit entretiens sont menés dans chaque ZD sélectionnée ; les équipes d'enquête visitent donc généralement environ 150 ZD (pour les enquêtes avec n = 1.200). Dans chaque ZD, l'équipe enregistre la présence ou l'absence de services de base (comme l'alimentation électrique) et d'infrastructures (comme les écoles et les dispensaires). En raison de la taille réduite des échantillons, la marge d'erreur sur le chiffre rapporté ici pour la présence d'un établissement de santé est plus élevée que pour les résultats recueillis lors d'entretiens individuels.

Parmi ceux qui ont eu des contacts avec un hôpital public ou privé, une majorité (57%) disent avoir trouvé « facile » ou « très facile » d'obtenir les services dont ils avaient besoin (Figure 13).

La facilité d'accès aux services de santé nécessaires augmente fortement avec le statut économique des citoyens, allant de 43% des plus pauvres à 73% des citoyens aisés qui ne déclarent aucune difficulté.

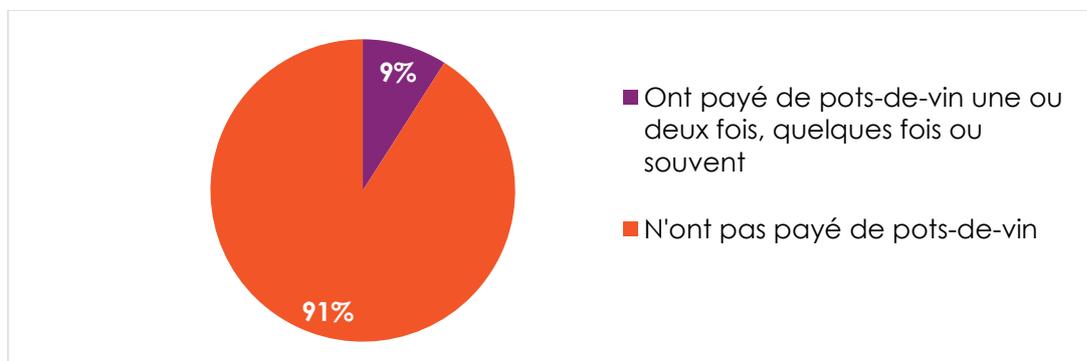
**Figure 13 : Facilité d'obtenir les soins médicaux** | par niveau d'éducation et pauvreté vécue | Mali | 2024



**Question posée aux répondants qui ont eu affaire à un hôpital public au cours des 12 derniers mois :** Dans quelle mesure était-ce facile ou difficile d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)

Environ un sur 10 répondants (9%) ayant eu des contacts avec un établissement de santé public déclarent avoir dû payer des pots-de-vin, offrir un cadeau ou rendre service à un membre du personnel pour obtenir les soins dont il avait besoin (Figure 14).

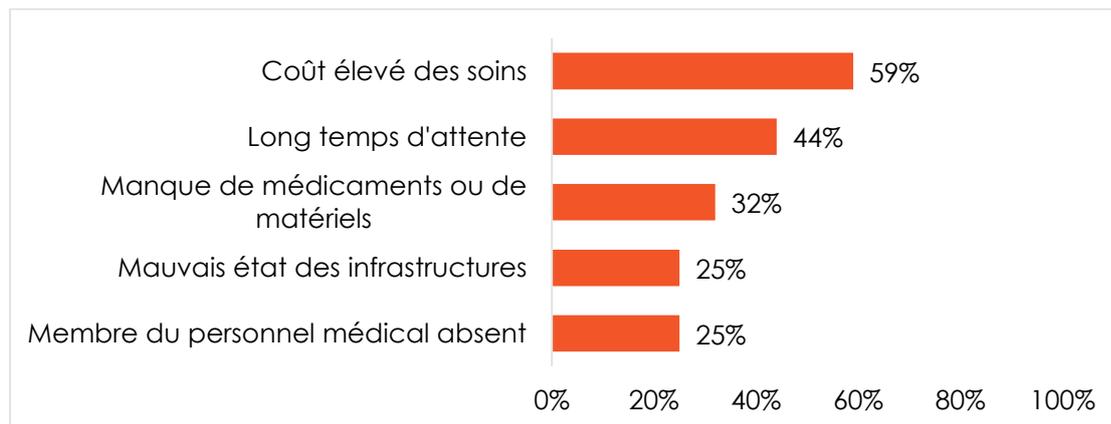
**Figure 14 : Paiement de pots-de-vin pour obtenir les soins médicaux** | Mali | 2024



**Question posée aux répondants qui ont eu affaire à un hôpital public au cours des 12 derniers mois :** Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)

Les citoyens maliens ont rencontré divers problèmes dans les hôpitaux publics où ils ont consulté au cours de l'année précédente (Figure 15). Six répondants sur 10 (59%) déclarent que les coûts élevés les ont empêchés d'obtenir les soins ou les médicaments dont ils avaient besoin, et 44% ont connu de longs délais d'attente. Environ un tiers (32%) ont été confrontés à un manque de médicaments ou de fournitures médicales, tandis qu'un quart signalent que les installations étaient en mauvais état (25%) et que les médecins ou autres personnels médicaux étaient absents (25%).

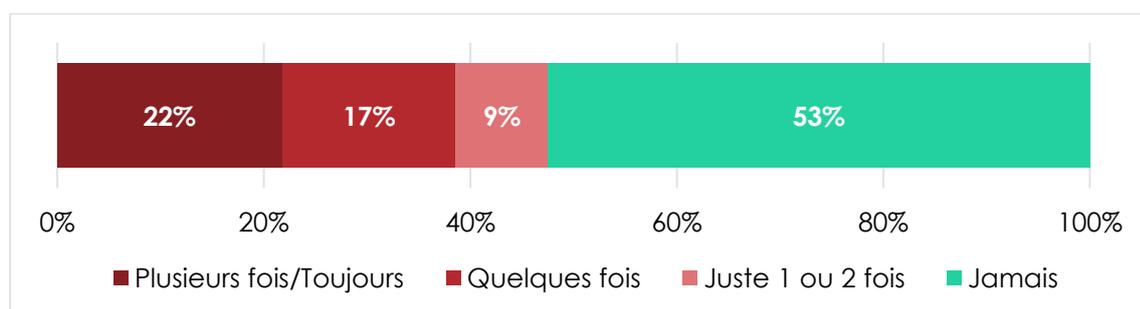
**Figure 15 : Problèmes rencontrés dans les hôpitaux publics | Mali | 2024**



**Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à un hôpital public au cours des 12 derniers mois :** Avez-vous rencontré l'un de ces problèmes avec une clinique ou un hôpital : Manque de médicaments ou autres fournitures ? Médecins ou autre personnel médical absents ? Longue attente ? Mauvais état des infrastructures ? Coût élevé qui vous a empêché d'obtenir les soins ou les médicaments dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)

De plus, près de la moitié (47%)<sup>3</sup> des Maliens déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille ont été privés de médicaments ou de soins médicaux au moins une fois au cours de l'année précédente, dont 22% qui déclarent que cela s'est produit « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 16).

**Figure 16 : Ont manqué de soins médicaux ou de médicaments | Mali | 2024**

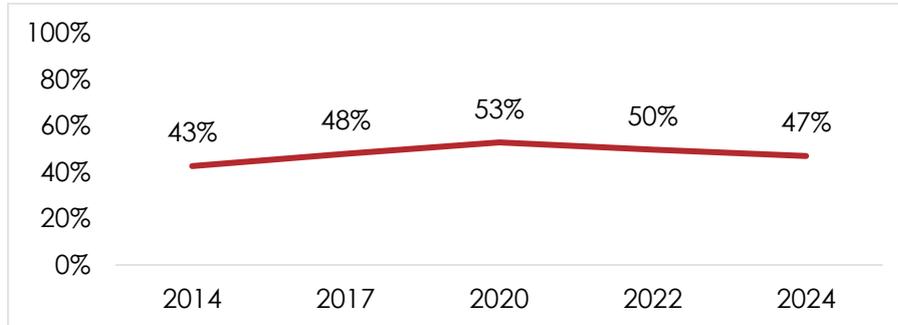


**Question posée aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque de médicaments ou de soins médicaux ?

<sup>3</sup> En raison des arrondis, les pourcentages des catégories combinées rapportées dans le texte peuvent différer légèrement de la somme des sous-catégories présentées dans les figures (par exemple, 22% « plusieurs fois/toujours », 17% « quelques fois » et 9% « juste une ou deux fois » totalisent 47%).

La part des citoyens ne bénéficiant pas des soins nécessaires a augmenté de 10 points de pourcentage (de 43% à 53%) entre 2014 et 2020, mais a depuis diminué de 6 points (Figure 17).

**Figure 17 : Ont manqué de médicaments ou de soins médicaux | Mali | 2014-2024**

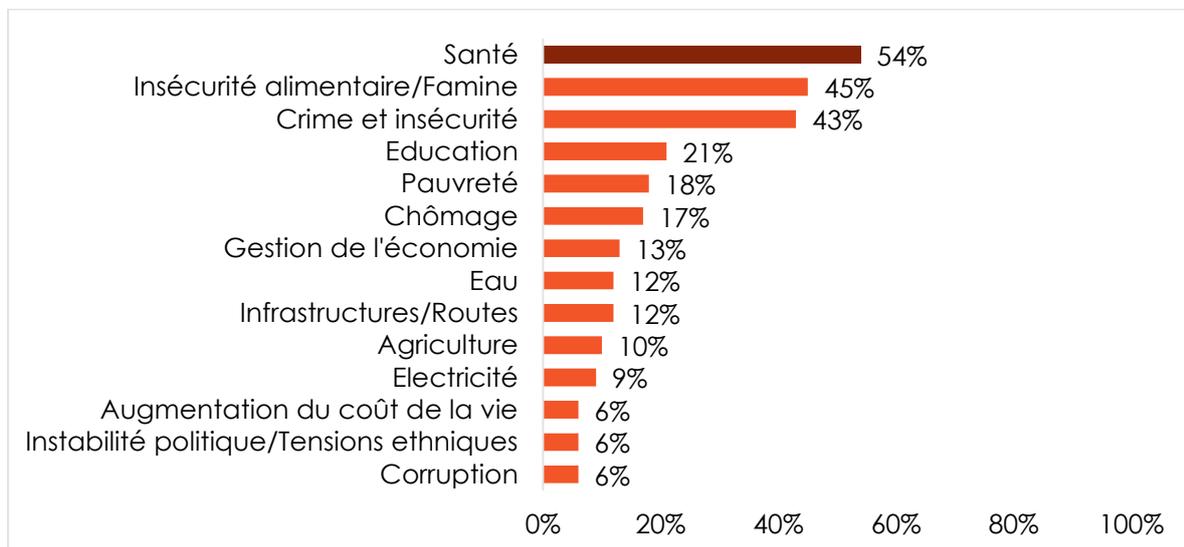


**Question posée aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque de médicaments ou de soins médicaux ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

### Performance du gouvernement en matière de soins de santé

La santé est le problème numéro un que les Maliens souhaitent que leur gouvernement aborde, citée par 54% des répondants comme l'une de leurs trois principales priorités (Figure 18). Elle devance la pénurie alimentaire/famine (45%), la criminalité et la sécurité (45%), ainsi qu'une multitude d'autres enjeux prioritaires pour l'action gouvernementale.

**Figure 18 : Plus importants problèmes | Mali | 2024**

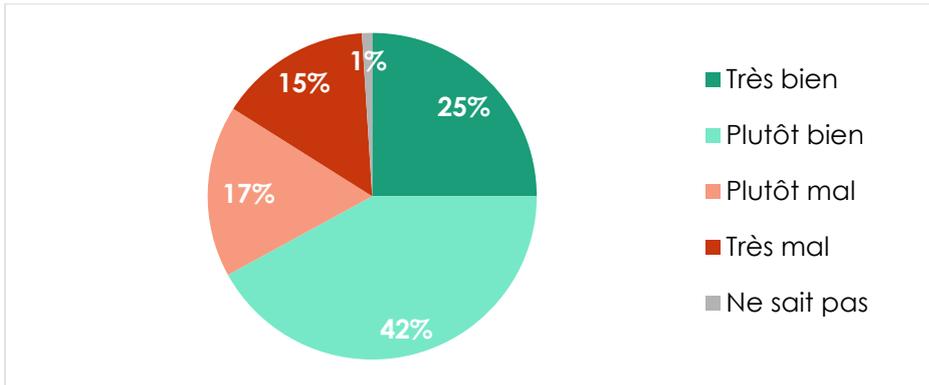


**Question posée aux répondants :** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne ; la figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Deux tiers (67%) des Maliens estiment que le gouvernement réussit « plutôt bien » ou « très bien » à améliorer les services de santé de base, tandis que 31% ne sont pas d'accord (Figure 19).

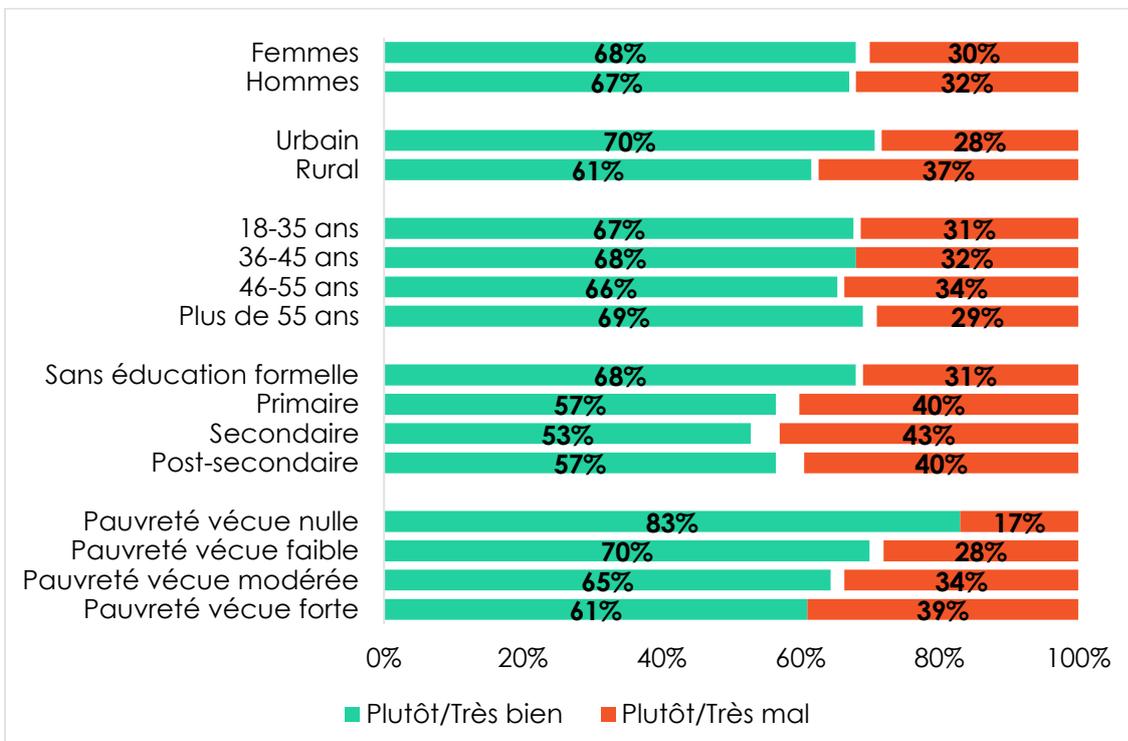
Les citoyens (70%) sont plus satisfaits de l'action gouvernementale que les ruraux (61%) (Figure 20). Parmi les principaux groupes démographiques, les citoyens aisés expriment la plus grande satisfaction et sont 22 points de pourcentage plus susceptibles que les citoyens les plus pauvres d'estimer que le gouvernement fait du bon travail en matière de santé (83% contre 61%).

**Figure 19 : Performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base | Mali | 2024**



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à l'amélioration des services de santé de base, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

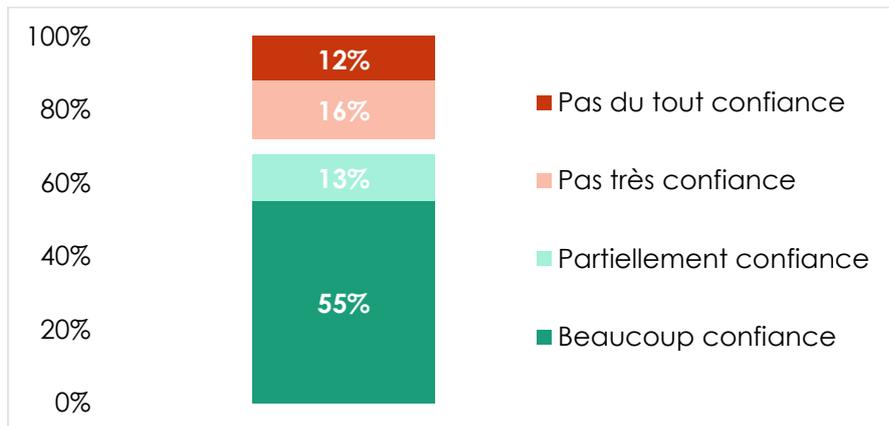
**Figure 20 : Performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base | par groupe démographique | 2024**



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à l'amélioration des services de santé de base, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Conformément aux évaluations positives de sa performance, le gouvernement malien dispose d'une base solide de confiance publique sur laquelle s'appuyer : deux tiers (68%) des citoyens déclarent faire au moins « partiellement confiance » au Ministère de la Santé, dont plus de la moitié (55%) qui lui font « beaucoup confiance » (Figure 21).

**Figure 21 : Confiance au Ministère de la Santé | Mali | 2024**



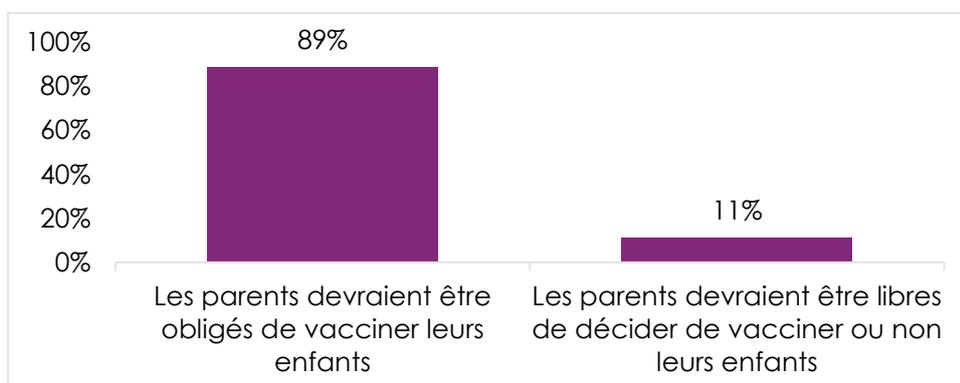
**Question posée aux répondants :** A quel point faites-vous confiance au Ministère de la Santé, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

### Vaccination obligatoire pour les enfants

Afrobarometer a également interrogé les citoyens sur leur opinion sur la vaccination, un sujet qui a suscité un débat considérable au plus fort de la pandémie de COVID-19.

Au Mali, une écrasante majorité (89%) des personnes interrogées estiment que pour protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio (Figure 22). Seuls 11% pensent au contraire que les parents devraient être libres de décider eux-mêmes si leurs enfants doivent être vaccinés ou non.

**Figure 22 : Les parents devraient-ils être obligés de vacciner leurs enfants ? | Mali | 2024**



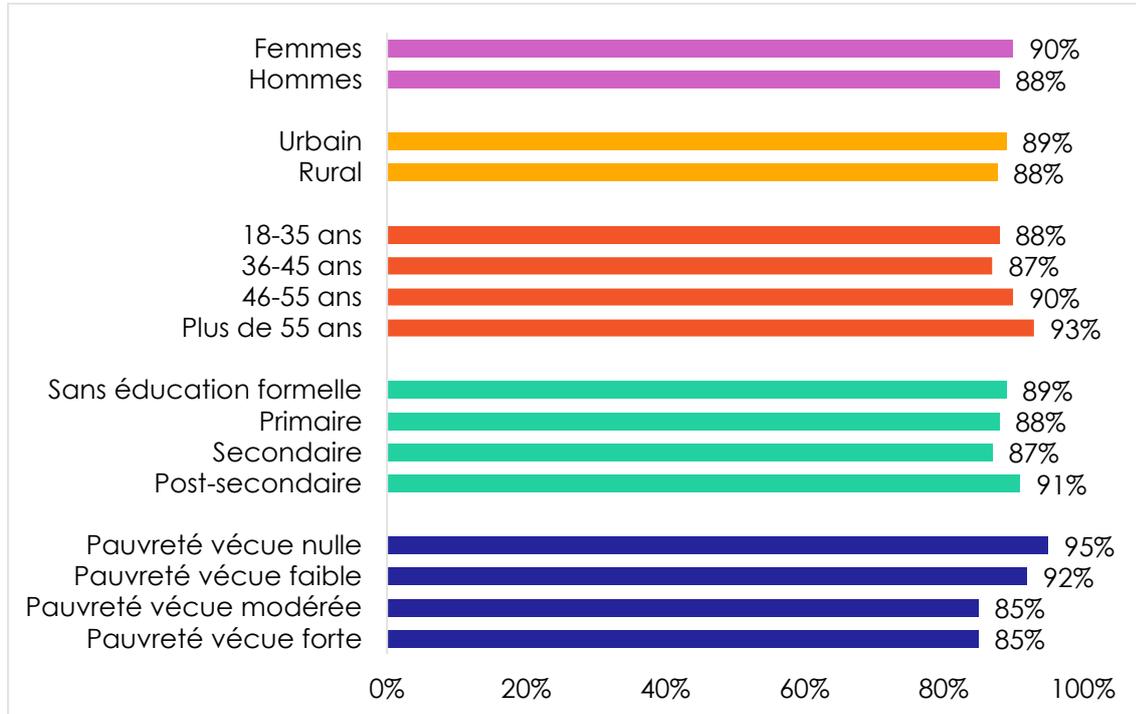
**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Afin de protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.

Affirmation 2 : Faire vacciner son enfant contre les maladies infectieuses est un choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.

Les citoyens économiquement aisés (95%) et les personnes âgées (93%) sont un peu plus engagés dans la vaccination obligatoire contre les maladies infectieuses que leurs homologues pauvres et plus jeunes (Figure 23).

**Figure 23 : Les parents devraient être obligés de vacciner leurs enfants** | Mali | 2024



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Afin de protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.

Affirmation 2 : Faire vacciner son enfant contre les maladies infectieuses est un choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.

(% qui sont d'accord avec l'Affirmation 1)

## Conclusion

Les résultats de l'enquête indiquent une large approbation des efforts du gouvernement pour renforcer les services de santé publique, renforcée par une solide confiance envers le Ministère de la Santé. Cependant, ils soulignent également des lacunes persistantes, notamment des expériences fréquentes de soins inabordables, de longs délais d'attente et une pénurie de médicaments ou de fournitures. Près de la moitié des répondants indiquent qu'un membre de leur famille n'a pas bénéficié des soins nécessaires au cours de l'année écoulée.

Plus généralement, la plupart des Maliens ne bénéficient pas d'une couverture médicale et craignent de ne pas pouvoir accéder aux soins médicaux ou de ne pas pouvoir se les permettre en cas de besoin. Globalement, la santé est une priorité absolue pour les citoyens, exigeant une action gouvernementale. Les Maliens estiment massivement que le gouvernement devrait garantir l'accès universel à des soins de santé adéquats, même au prix d'une augmentation des impôts.

## Références

- Arie, S. (2019). Can a low income country move towards universal health coverage? *BMJ: British Medical Journal*, 367, 1-3.
- Banque Mondiale. (2024). Between poverty and fragility: Affordable and accessible health centers in Mali.
- Fonds d'Affectation Spéciale des Nations Unies pour la Sécurité Humaine. (2025). Digital innovation for sustainable healthcare and social protection in Mali.
- Mathauer, I., Koch, K., Zita, S., Murray-Zmijewski, A., Traore, M., Bithoe N., & Brikcic, N. (2019). Revenue-raising potential for universal health coverage in Benin, Mali, Mozambique and Togo. *Bulletin of the World Health Organization*, 97(9), 620-630.
- Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2023). Country disease outlook, Mali.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2024). Universal health coverage (UHC) progress.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2025). World Health Organization data: Mali.
- Sangare, M., Coulibaly, Y.I., Coulibaly, S.Y., ... Diop, S. (2021). Factors hindering health care delivery in nomadic communities: A cross-sectional study in Timbuktu, Mali. *BMC Public Health*, 21, 421.
- Touré, L., Boivin P., Diarra, Y., Diabaté, S., & Ridde, V. (2022). Innovations in mutuality: Challenges and learnings for the universal health insurance plan in Mali. *BMJ Global Health*, 7, e011055.
- UNICEF. (2025). Country profiles: Mali.

**Walleign S. Hassen** est étudiant en sciences politiques à l'Université de Floride. Email: [whassen@ufl.edu](mailto:whassen@ufl.edu).

Afrobarometer, une organisation à but non lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminare, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 1065 d'Afrobarometer | 24 octobre 2025